

INTRODUCTION GENERALE

1. Motivation et objectif du travail

1.1 Situation générale

Le continent africain est depuis des années en ébullition. Outre la crise issue des indépendances, ce continent est devenu le théâtre des coups d'état et des pouvoirs dictatoriaux, avec pour conséquences: la dégradation politique, économique et sociale dans sa majeure partie; des guerres entredéchirant des populations, dont certaines vivaient pourtant jadis ensemble ou avaient des liens privilégiés.

Toutefois, le vent démocratique de 1990, provoqué par l'effondrement du Bloc Soviétique et la fin de la Guerre froide, ne va pas épargner l'Afrique: dans beaucoup de pays surgira le phénomène des conférences nationales souveraines, dont l'ampleur, non seulement ne laissera personne indifférent, mais sera aussi porteuse d'espoir. En effet, pour les peuples d'Afrique, surtout ceux qui avaient longtemps vécu sous des dictatures, le moment était enfin venu de recouvrer leur souveraineté, et dans leur dynamique, ces forums sont vite devenus des lieux d'application du principe de souveraineté populaire, qui veut que tout pouvoir étatique émane du peuple et dont la théorie de l'interaction discursive reste la clé d'interprétation.

En clair, il n'y a de souveraineté populaire que dans une argumentation pratique entre citoyens d'un Etat¹. Dans ces forums, les représentants du peuple ou des différentes couches sociales ont respectivement et interactivement cherché à discuter ensemble de la situation globale de leurs pays, à négocier pour aboutir à un consensus visant à créer ou à restaurer l'État. A ce titre, ces forums ressemblent aux structures de resurgissement du principe régulateur de la palabre longtemps ignoré ou occulté par les politiques². De 1996 à 2002 l'Afrique centrale, notamment la région des Grands Lacs, s'est illustrée par une guerre quasi géné-

1 Cf. *J. Habermas*, Droit et démocratie, 189-190; *M.A. Makambu*, Demokratie und Rechtsstaat, 23. Makambu dit: «Volkssouveränität ist das Prinzip, wonach alle Staatsgewalt vom Volk ausgehen soll [...]. Unter Volkssouveränität versteht also Habermas eine praktische Argumentation unter Bürgern».

Ce principe de souveraineté du peuple a, en quelque sorte, motivé le processus de dialogue entre les représentants des différents groupes à ces forums.

2 Cf. *O. Ndjimbi-Tshiende*, Réciprocité-Coopération, 282-285; *P. Kanoute*, Seule la palabre, 229.

La palabre apparaît comme un système de prise de décision permettant – même par des mandataires – de participer à la vie de la cité, à la politique publique.

ralisée, qui a déchiré cette région, opposant la République Démocratique du Congo (RDC) à ses voisins immédiats (le Rwanda, l'Ouganda, le Burundi...). L'intervention des autres pays africains (Zimbabwe, Angola...) dans cette guerre a donné à ce conflit un caractère régional et quasi international.

Et depuis, différentes voies de recherche de la paix, des tables rondes et discussions ont été entreprises pour recouvrer l'unité nationale, régionale et la paix globale. En fait, avant même le déclenchement officiel de la guerre dans l'est de ce que fut jadis le Zaïre, le président Joseph Désiré Mobutu et monsieur Laurent Désiré Kabila, à l'époque chef de la rébellion, s'étaient maintes fois rencontrés, mais sans succès, afin d'éviter, par le dialogue et la discussion ladite guerre. Celle-ci se démarquera par son étrangeté, avec des protagonistes, qui d'un côté affirmeront ne chercher que le bien de la RD-Congo et, de l'autre, ne rateront aucune occasion de détruire, de violer, de tuer, voire de massacrer. D'où diverses questions tant sur les causes que sur les voies de résolution de cette guerre. Pratiquement, selon Willame:

«En Afrique centrale, le conflit se présente sous un jour différé. Sa complexité est à la mesure du nombre et de la qualité des parties en conflit: il met en effet en scène non seulement des mouvements «rebelles», marqués par la scissiparité, mais surtout des États ayant des visées politiques et économiques sur un pays où les appareils d'État et de l'économie formelle ont totalement implosé. Ses effets ont eu un impact profond en termes de déstructuration sociale: en République démocratique du Congo, on a pu établir que cette première «guerre mondiale africaine» a entraîné, directement ou indirectement, plus de 1.500.000 décès excédentaires et a induit des déplacements de population touchant plus d'un million de personnes. Ici aussi un accord de paix a été formellement signé par les parties sous le parrainage de plusieurs États occidentaux et africains, mais son échéancier, par ailleurs contestable, a été très vite remis en question»³.

D'aucuns s'interrogent sur les enjeux de ladite guerre pour la RDC et ses voisins ou encore sur les stratégies à préconiser pour y mettre fin. Autant de questions qui méritent naturellement la réflexion et le regard des penseurs de tout bord, puisque les enjeux de ce conflit sont restés, jusqu'à ce jour pour plus d'une personne, difficiles à définir avec netteté. Pour éclairer aussi la difficulté de nommer cette guerre, on aura recours à plusieurs expressions: guerre interethnique, rébellion, guerre congolo-congolaise, agression externe par des pays voisins, guerre régionale, etc. Par ailleurs, cette guerre est restée pour beaucoup une affaire très juteuse⁴. En conséquence, on va assister jusqu'à ce jour, le plus sou-

3 J-C. Willame, *L'Accord de Lusaka*, 9.

4 Cf. Ibid., 83-84. Il s'agit du rapport du Groupe d'experts sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres richesses de la République démocratique du Congo. Cf.

vent impuissant, à pas mal d'exactions, de violences sexuelles, de déplacements massifs des populations et de violations des droits élémentaires. Certains protagonistes vont même instrumentaliser et manipuler des données ethniques pour justifier la prise des armes et les massacres qui s'en sont suivis. Cette guerre sera aussi alimentée d'une part par l'exploitation illégale des matières premières – dans la plupart des cas avec des complicités internes et externes – et, d'autre part, par le trafic tout aussi illégal des armes⁵.

On sait toutefois que l'ONU, à travers la MONUC, est depuis ce temps-là présente en RDC pour aider à stopper cette tragédie et concourir au rétablissement de la paix. En outre, des dialogues politiques "*inter-congolais*" ont successivement eu lieu, avec pour objectif d'une part de tenter d'arrêter cette guerre meurtrière et, d'autre part, de sceller la réconciliation et la paix, afin de reconstruire une nation, un État de droit.

Ces forums qu'ont été les dialogues politiques inter-congolais ont retenu notre attention. De par leur forme et similitude, ils peuvent, à notre avis, être lus comme des espaces de discussion semblables à la palabre africaine visant à résoudre un conflit. Ils constituent une interaction discursive au visage *palabrique*⁶, la palabre étant un agir communicationnel. Mais en quoi consiste la communication palabrique?

1.2 Dialogue palabrique, un processus social interactif et un agir d'intercompréhension

En effet, la communication est partie intégrante de la vie quotidienne. Vivre, c'est communiquer, c'est-à-dire être en interaction, en coopération avec d'autres vivants. Chaque groupement social, chaque communauté est caractérisée par ce processus interactif d'action et de réaction. Aussi, les communautés africaines traditionnelles n'échappaient point à ce mouvement. Elles ont eu plusieurs structures interactives dont le dialogue palabrique, qui était considéré comme un lieu privilégié de la parole et du discours.

www.grip.org/bdg/pdf/g3026.pdf. Document du Conseil de sécurité, S/2001/357, 12 avril 2001. (Tiré le 24 Février 2010).

5 Cf. www.un.org/french/docs/sc/2000/cs2089.pdf. Résolution 1291 (2000) adoptée par le conseil de sécurité à sa 4104ème séance, le 24 février 2000, Articles 16 et 17. (Tiré le 24 février 2010).

6 Adjectif tiré du mot Palabre, le terme est souvent utilisé par O. Ndjimbi-Tshiende dans son ouvrage *Réciprocité-Coopération et le système palabrique africain. Tradition et Herméneutique dans la théorie du développement de la Conscience morale chez Piaget, Kohlberg et Habermas*.

Certes, tout n'était pas rose dans cette société traditionnelle africaine; une chose reste pourtant sûre: le dialogue palabrique visait entre autres le maintien, la solidification et le rétablissement de la paix, de l'harmonie en cas de conflit ou encore la planification du destin de la famille, du clan, de la communauté, pour le bien supérieur de tout un chacun et de la communauté entière. Même si parfois les résultats escomptés n'étaient pas toujours au rendez-vous, le dialogue palabrique – comme processus interactif social et procédure de coopération, de réciprocité et de solidarité – garde encore aujourd'hui dans la société africaine toute son importance pour la vie en communauté. Nous pensons ainsi, qu'il est une sorte de voie démocratique et comporte un processus discursif permettant d'aboutir à un consensus et à l'harmonie. Dans la mesure où, en tant que procédure discursive, le dialogue palabrique met en lumière une situation donnée et en discute.

La palabre garde des vertus pour l'organisation et la conduite des organisations familiale et communautaire. Institution complexe, la palabre africaine règle la vie sociale et communautaire, elle couvre les étapes importantes – de la naissance au décès – de la vie individuelle et communautaire.

Malgré les limites qu'elle peut rencontrer, comme tout autre processus communicationnel, – par exemple quand il aboutit à l'exclusion de l'individu de la communauté, aux divisions des familles, des clans et/ou des communautés de façon pratique – la palabre est, en tant que processus interactif, une procédure d'intercompréhension, laquelle contient aussi une valeur discursive normative.

Par ailleurs, il sied de souligner que le dialogue palabrique demeure un langage existentiel, une parole autour de la vie et de ce fait reste un moyen de coordination de la parole et de l'action pour la paix, la réconciliation et pour la vie. La parole est l'élément moteur du discours palabrique. Comme le rapporte Coulibaly,

«L'Afrique reste de nos jours encore un continent où la tradition orale est vivante [...], l'instrument privilégié de communication reste la parole. Cette parole n'est pas un simple énoncé oral et verbal, elle est lourde de sens et de forces [...]. La parole n'est pas un simple instrument ou véhicule, elle est aussi l'être qui la profère [...]. La maîtrise de la parole et de son usage judicieux est un des fondements du système éducatif traditionnel africain»⁷.

Dans la présentation succincte de la palabre, notre exposé abordera simultanément la présentation qu'en fait Bidima, dans son livre "La palabre, une juridiction de la parole", comme un espace public de la parole et un paradigme poli-

7 N-V. Coulibaly, «Ce que l'Afrique d'hier peut dire au monde aujourd'hui», in: *Interculture* 78 (1983), 10-11.

tique⁸; et aussi celle de Djimbi-Tshiende qui, dans son livre "Réciprocité-Coopération et le système palabrique africain", voit dans la palabre une "*récojustice*", un système de communication réciproque, un système de coopération ayant aussi un message sociopolitique solide⁹. Cette vision de la palabre nous permettra d'en ressortir quelques dimensions substantielles.

Notre démarche ne consiste pas simplement à présenter la palabre, mais bien plus à ressortir l'éthique communicationnelle du dialogue palabrique en tant qu'interaction sociale. Certainement, le dialogue palabrique porte un caractère normatif, exige une certaine éthique, implicite ou explicite. Comme agir interactif, le dialogue palabrique obéit à une éthique communicationnelle qui, non seulement porte un caractère procédural, mais énonce consécutivement des exigences normatives d'un agir lui aussi discursif. La palabre se veut donc un dialogue discursif respectueux de la vérité et de la personne. Mais une éthique communicationnelle palabrique, est-elle alors incontournable, spécialement à la communication politique dans l'effort de résolution des conflits, dans la tentative de sortir des guerres fratricides qui divisent encore aujourd'hui l'Afrique en général? En d'autres termes, dans quelle mesure l'éthique communicationnelle peut-elle contribuer à la promotion d'une interaction sociale solide et durable ou encore aider à une orientation véritable des dialogues politiques, et ainsi contribuer à la résolution des conflits journaliers?

Depuis des années, le processus de communication préoccupe les chercheurs et cela dans différents domaines. Notre analyse part d'un constat: malgré l'afflux des activités interactives dans la vie pratique, qui submerge toutes les couches de la société humaines, nombreux sont encore aujourd'hui ceux qui se plaignent du manque ou du peu de communication. Les gens regardent la télévision, lisent les journaux, écoutent la radio, font des palabres, ils écoutent, mais ils ont l'impression de ne pas s'écouter et de ne pas se comprendre. Même dans les dialogues politiques, on sent, pour la plupart des cas, régner la non-acceptation du partenaire de la discussion comme un partenaire égal: dans le discours, la mainmise de la démagogie et du dictat reste encore très significative. D'où le rappel et le besoin de revitalisation de la dimension normative du comportement interactif pour comprendre et se comprendre. Le cas des dialogues politiques inter-congolais en RDC rappelle encore une fois l'importance du respect du processus communicationnel et des principes devant consécutivement le conduire. Ces dialogues politiques inter-congolais, forums au visage palabrique, sont des discussions pour restaurer la paix. La communication palabrique reste le chemin le mieux indiqué pour la résolution des conflits dans l'Afrique traditionnelle; celle-

8 Cf. J-G. Bidima, La Palabre, 11-42.

9 Cf. O. Ndjimbi-Tshiende, Réciprocité-Coopération, 155ss.